

Christine Fauré : *Encyclopédie politique et historique des femmes*

Christine Piette

Volume 11, Number 1, 1998

Éducation et émancipation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057990ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057990ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Piette, C. (1998). Review of [Christine Fauré : *Encyclopédie politique et historique des femmes*]. *Recherches féministes*, 11(1), 315–318.
<https://doi.org/10.7202/057990ar>

vraiment nouveau sur la problématique de la violence conjugale, puisqu'il s'avère une réplique des études réalisées ici et, de manière plus générale, en Amérique du Nord. Il n'en demeure pas moins capital en ce qu'il met au jour une réalité intolérable et occultée qu'il faut dénoncer.

Marie-Christine Saint-Jacques
Équipe Jeunes et familles en transition
Centre de recherche sur les services communautaires
Université Laval

Christine Fauré (dir.) : *Encyclopédie politique et historique des femmes. Europe, Amérique du Nord*. Paris, Presses universitaires de France, 1997, 885 p.

Cet ouvrage constitue un témoignage éclatant du retour en force du conjoncturel, de l'événementiel et du politique dans les études historiques. L'*Encyclopédie politique et historique des femmes* réagit en effet au quasi-monopole, introduit en France par l'École des annales dès les années 30, des analyses axées sur les structures, la longue durée, le socio-économique et les mentalités. Ce courant, subissant de plus en plus l'influence avec le temps de l'anthropologie culturelle, a correspondu avec le développement de l'histoire des femmes et a infléchi son orientation vers l'étude des traits de la vie quotidienne, d'autant plus que le féminisme lui-même prenait en même temps un virage «différentialiste» avec un fort accent sur la «culture féminine».

Dirigée par Christine Fauré, sociologue française, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'entreprise que représente cette encyclopédie s'avère gigantesque. Le «prospectus» qui sert d'introduction au volume de presque 900 pages précise qu'il ne cherche pas «à couvrir de façon illusoire un continuum historique illimité», mais il n'en aborde pas moins l'ensemble du continent européen et l'Amérique du Nord, depuis l'entrée du monde occidental dans l'ère de la démocratie, soit la fin du XVIII^e siècle. L'analyse de la nouveauté de la condition politique des femmes, avec ses effets incontestables sur la transformation de nos usages démocratiques, mais également sur tous les domaines, appelait, selon Christine Fauré, une volonté de synthèse et la mobilisation d'un savoir pluridisciplinaire. De fait, les 41 auteurs et auteurs européens et américains (31 femmes et 10 hommes), presque tous universitaires, appartiennent très majoritairement à la profession qui regroupe les spécialistes des études historiques, mais on trouve aussi des philosophes, des anthropologues, des sociologues et des politologues. L'ouvrage comporte 38 articles, d'une vingtaine de pages chacun, englobant sous un aspect ou l'autre une douzaine de pays.

Il ne s'agit pas d'une œuvre de vulgarisation illustrée, au texte léger. De facture savante, le volume présente des articles très denses et spécialisés. L'ensemble n'en demeure pas moins accessible par l'écriture et par une formule qui fait référence dans le texte aux sources utilisées, sans notes de bas de page. Une bibliographie comportant généralement des sources de première main en plus d'ouvrages de référence accompagne chaque article et montre bien que, dans l'état de la recherche sur les sujets traités, la plupart des auteurs et auteurs n'ont pu se limiter à un travail de synthèse et ont dû réaliser

personnellement une recherche neuve. Un index des noms propres complète le tout.

Dans le cadre des bouleversements fondamentaux de la vie politique des deux derniers siècles, il est apparu essentiel à Christine Fauré de «situer, décrire, apprécier la participation féminine». Quelle correspondance pouvons-nous observer entre de grands événements fondateurs et la mobilisation féminine et dans quelle mesure les actions menées par les femmes peuvent-elles contribuer à enrichir la connaissance de ces événements? Voilà les questions soumises aux auteures et auteurs et les objectifs d'ensemble de l'ouvrage. On voit donc clairement en quoi l'événement et l'action s'inscrivent au cœur de ce projet d'encyclopédie.

L'ouvrage se divise en trois parties. Le contenu de la première, beaucoup plus courte, est entièrement résumé dans son intitulé : «Au seuil de la modernité, les femmes peuvent-elles gouverner?» Quatre articles présentent ainsi les principaux débats philosophico-politiques qui, entre les XIV^e et XVIII^e siècles, ont rationalisé et institutionnalisé, juridiquement ou autrement, l'exclusion des femmes du pouvoir. Il est très intéressant de constater, entre autres dans l'article portant sur la loi salique, jusqu'à quel point seules les conclusions importent, l'argumentation pouvant être réorientée à volonté au gré des objections.

La deuxième partie, l'«Ère des révolutions», comprend dix-huit articles. De la philosophie des Lumières et de la traite des «négresses» au XVIII^e siècle à la section féminine du *komintern*, de la précoce révolution anglaise à la tardive révolution bolchévique en passant par les mouvements révolutionnaires des États-Unis, de la Grèce, des Pays-Bas, des États allemands ou par la Commune de Paris, les différents articles explorent la volonté d'inclusion manifestée par les femmes dans le cours de l'histoire. Ce choix du thème des révolutions, outre qu'il s'impose dans une réévaluation de l'évolution du monde occidental vers la démocratie, apparaît particulièrement porteur pour mesurer l'inscription des femmes dans le changement politique. Les révolutions constituent en effet des périodes de déstructuration globale des sociétés en vue d'une restructuration et représentent donc des phases pendant lesquelles les anciennes normes et hiérarchies se trouvent remises en question sans que de nouvelles les aient encore remplacées. Cet espace de liberté favorise également, dans une certaine mesure, une remise en cause des rapports entre les hommes et les femmes. Ces dernières tenteront alors d'infléchir la redéfinition des valeurs dans le sens de leur participation. Leur engagement personnel, souvent à un stade intermédiaire entre l'action individuelle et l'action collective, a été multiforme selon les contextes, et c'est ce foisonnement de manifestations et de revendications et ce désir de citoyenneté que les différents articles permettent d'appréhender.

Les mêmes articles nous ouvrent cependant aussi les yeux sur les limites des capacités créatives des mouvements révolutionnaires qui reconnaissent et utilisent la force souvent décisive que représentent les femmes, mais ne leur reconnaissent au mieux qu'un rôle d'appoint lorsque vient le moment de partager l'exercice des responsabilités par la suite. Ce n'est pas là un nouveau constat, mais la juxtaposition des exemples dans de nombreux pays permet de lui reconnaître une valeur paradigmatique.

La troisième et dernière partie, intitulée «Combats pour la démocratie», présente seize articles axés sur les droits politiques et principalement sur l'accès

au droit de vote pendant la seconde phase du XIX^e siècle et surtout le XX^e siècle. Les trois premiers textes s'attardent tour à tour sur les États-Unis, le Canada et l'Europe, alors qu'un quatrième effectue un bilan des avancées réalisées pendant les deux guerres mondiales. Cinq articles explorent ensuite plus particulièrement les rapports entre les femmes et les différents régimes fascistes et socialistes. Le suivant, majeur par son contenu et son ampleur, analyse les liens entre le féminisme et les forces politiques de plusieurs pays dans leur dimension aussi bien idéologique qu'organisationnelle; un autre examine la place des femmes dans les différents parlements et partis politiques. Cet article est accompagné d'un utile tableau historique récapitulatif de la reconnaissance des droits politiques dans tous les pays européens et nord-américains et d'une carte en couleurs présentant le nombre de femmes et leur proportion dans tous les parlements du monde au 30 juin 1995. Un dernier texte traite de la «construction de l'égalité dans l'action des organisations internationales».

Le grand nombre d'articles de cette section et leur extension ne permettent pas d'exposer ici toute la richesse de l'information et de l'analyse présentées. Un certain nombre de conclusions transcendent cependant l'ensemble des présentations et méritent d'être soulignées. L'accès au politique, au sens étroit du terme, n'a été acquis partout – et encore les acquis sont toujours fragiles – qu'au prix d'un combat long et ardu. Si la bataille a revêtu un tel caractère, c'est d'abord bien sûr parce que l'enjeu était fondamental et profondément révolutionnaire, remettant en cause des centaines d'années de domination politique masculine exclusive. C'est cependant aussi parce que les mouvements de femmes ont souvent eux-mêmes accordé la priorité à leur émancipation sociale d'abord. Dans plusieurs cas, en effet, les femmes ont évalué – à tort ou à raison – que l'accès à l'éducation et au travail apporterait plus rapidement une amélioration à leur condition que le droit de vote et elles ont d'abord lutté pour des changements sur ce terrain. Avec un certain succès d'ailleurs, car, dans bien des pays, leur action a largement contribué à l'élaboration de politiques sociales.

Les revendications en faveur du suffrage féminin ont, par conséquent, souvent été prises en charge par des groupes de femmes plus scolarisées et mieux nanties, fournissant ainsi un prétexte facile aux mouvements de gauche pour discréditer ces luttes qu'ils qualifieront de bourgeoises. Au lieu de trouver dans la gauche une alliée que l'on aurait pu supposer acquise à l'extension de la démocratie, le suffragisme y a donc rencontré un obstacle supplémentaire. Ce n'est d'ailleurs là qu'un reflet des relations régulièrement tendues entre la gauche et le mouvement des femmes. On en rencontre des illustrations nombreuses à l'intérieur des partis politiques, au sein desquels les femmes ont été, dans bien des pays, obligées d'en venir à revendiquer des quotas ou la parité pour être représentées de façon appropriée, à l'intérieur des syndicats, qui ont bien du mal à intégrer la question des femmes au cœur de leur réflexion et de leur action, et même à l'intérieur des mouvements étudiants, dont l'approche souvent sexiste a largement cantonné les étudiantes dans des rôles traditionnels. La sphère publique a été et demeure difficile à investir, et cette difficulté n'est pas étrangère à l'influence du code Napoléon ou de son esprit, très perceptible dans la majorité des pays étudiés.

L'*Encyclopédie politique et historique des femmes*, par l'ampleur du champ étudié et l'expertise qu'elle met à profit, constitue une mine de renseignements et d'approches qui n'a pas d'équivalent à ce jour dans l'historiographie. Elle devient

à ce titre incontournable. Comme dans tout ouvrage collectif, les articles sont cependant d'inégale qualité. Certains, trop uniquement descriptifs, gagneraient à voir leur analyse plus poussée. Quelques auteures et auteurs y gagneraient également à lire les autres textes du volume. Par ailleurs, comme chaque auteure ou auteur aborde, et cela est normal, les rapports des femmes au politique sous un angle qui lui est propre, il n'est pas facile d'établir, en bout de piste, un bilan quant aux questions posées au départ. Une conclusion à chacune des parties ou tout au moins une conclusion générale pourrait à cet égard s'avérer précieuse. On peut également encore une fois constater, avec un regard de Québécoises, que la féminisation de la langue demeure une conquête à venir sur le continent européen!

Ce livre contribue grandement à l'appréhension et à la compréhension du parcours suivi par le processus démocratique dans nos sociétés industrielles. Il est éclairant quant aux résistances des mentalités à accepter et à reconnaître la capacité et le droit des femmes de participer pleinement à la chose politique, mais aussi, pourrait-on dire, à la ruse de ces dernières pour s'infiltrer dans toutes les brèches ouvertes et à leur habileté à contourner leur exclusion pour s'approprié autrement l'espace public. Il permet aussi de percevoir toutes les zones grises qui se profilent entre cet espace public et l'espace dit privé. La perspective historique constitue un bon outil pour saisir la nature des changements d'attitudes et de valeurs et pour mieux comprendre le sens du «plafond de verre» qui limite encore l'accès complet des femmes au pouvoir politique.

Christine Piette
Département d'histoire
Université Laval

Dyane Adam (dir.) : *Femmes francophones et pluralisme en milieu minoritaire*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 134 p.

Cet ouvrage est le résultat de présentations faites au deuxième colloque du Réseau des chercheuses féministes de l'Ontario français (RCFOF). En plus de l'Ontario francophone, les provinces de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Saskatchewan étaient représentées à ce colloque par des chercheuses indépendantes et des universitaires. Les questions qui y ont été abordées correspondent aux différentes parties de l'ouvrage. La première partie porte sur la construction identitaire, la deuxième sur la formation et l'éducation et la troisième sur le bien-être personnel. La quatrième et dernière partie comprend des témoignages d'activistes francophones.

La construction identitaire

«Parler de soi» *et des* «autres» femmes minoritaires : problèmes rattachés aux catégories d'identité dans la recherche féministe», de N. Beausoleil, est une réflexion sur les liens qui existent entre l'identité et l'altérité. Pour ce faire, l'auteure passe en revue différentes catégories englobées sous le concept d'identité. Les critiques de ces catégories l'amènent à porter le jugement suivant : «elles homogénéisent des réalités diversifiées. De plus, elles